



CONTRAT DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Territoire du PETR BRIANÇONNAIS ÉCRINS GUILLESTROIS QUEYRAS

ACTION N°2.4 : Expérimentation d'une filière de réemploi des matériaux et reste de chantier sur le nord des Hautes Alpes

Projet rattaché à l'orientation : Faire du territoire un territoire exemplaire en matière d'économie circulaire et de gestion des déchets

Dernière date de mise à jour : 11/04/2019

Maître d'ouvrage / pilote du projet

Association Environnement et Solidarité - Centre Permanent d'Initiative à l'Environnement
KERBRAT Miren, Directrice

Le projet en un mot

Environnement et Solidarité, forte d'une expérience réussie en matière de réemploi et de son fort ancrage territorial, souhaite mettre en place une filière de réemploi de déchets et restes de chantier issus du bâtiment sur le territoire du Nord des Hautes-Alpes. Ce projet prévoit de déterminer, puis d'expérimenter sur une année complète, les conditions de sa mise en œuvre et les caractéristiques d'un modèle socio-économique durable et viable.

Cette expérience est pionnière par :

- le type de gisement aujourd'hui inexploité dans le domaine du réemploi,
- sa localisation en territoire rural et montagnard pour la première fois en Région Sud,
- parce qu'il introduit un nouveau niveau de partenariat et une complémentarité forte avec les dynamiques des collectivités et les projets portés par les acteurs privés locaux du BTP,
- par son exemplarité en matière environnementale, économique et social.



Description détaillée du projet

CADRE ET OBJECTIFS

L'Association Environnement et Solidarité porte depuis 2012 la Ressourcerie la Miraille sous forme d'atelier chantier d'insertion. Depuis cette date, sa forte évolution a prouvé sa capacité d'innovation et de structuration pour toujours mieux répondre aux besoins du territoire en matière de détournement de gisements destinés au rebut vers le réemploi. La Ressourcerie la Miraille a collecté en 2017 environ 200 tonnes d'objets avec un taux de réemploi de 56 % et un taux de recyclage de 38 % soit une valorisation totale de 94 %. De janvier à novembre 2018, la Ressourcerie a réceptionné 9 tonnes de matériaux, restes et surplus de chantier pour un chiffre d'affaires de 5 800 euros. Les Matériaux récupérés actuellement sont des portes, des fenêtres, du carrelage, des équipements sanitaires, des briques, des tuyaux PVC et galvanisés et de la quincaillerie (notamment issue du démantèlement du mobilier).

Parmi ce tonnage, nous avons eu des dons de professionnels : des restes de chantiers et d'activités (chutes de bois, chutes de briquettes de bois densifié) ainsi que du surplus (parquets flottants, parquets stratifiés, carrelage). Notre suivi actuel ne nous permet pas de donner un chiffre quant aux taux de valorisation pour ces types de matériaux. En effet, mis à part quelques opérations ponctuelles, cette activité est aujourd'hui limitée par la place dont nous disposons sur le site de Saint-Martin de Queyrières. Nous réfléchissons donc à développer et structurer cette activité hors de la Ressourcerie.

L'expérimentation que nous nous proposons de réaliser fera suite à une étude action courant de fin 2018 à début 2020 comprenant :

- Un diagnostic des gisements et de leur potentiel de réemploi sur le territoire
- Une étude réglementaire sur les contraintes liées à la déconstruction
- Une action de terrain pour tester sur un chantier réel les modalités de déconstruction en vue d'un réemploi (compétences, contraintes techniques, conditions de vente, communication...)
- Une étude du modèle socio-économique permettant de mettre en place la filière de réemploi.

L'étude-action est menée en partenariat avec la CC du Pays des Ecrins dans le cadre d'un projet Alcotra.

L'expérimentation qui fait l'objet du présent projet vise à :

- Tester à l'échelle du territoire du Briançonnais et du Pays des Ecrins
- Confirmer la pertinence d'une filière ciblant les petites entreprises et les artisans
- Confirmer la cohérence avec la dynamique Zéro Déchets du territoire et tester la complémentarité avec le projet de déchetterie professionnelle portée par les entreprises du BTP (Alp'Services dont le siège se situe l'Argentière la Bessée).

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE



Le périmètre géographique concerné est celui du Territoire du Briançonnais et du Pays des Ecrins, tout en étant ouvert à des acteurs venant de plus loin (Guillestrois, Queyras, Savinois-Embrunais si aucune filière ne se développe localement).

Notre expérimentation concerne plus particulièrement les petits artisans, les très petites entreprises, les fournisseurs de matériaux ainsi que les bricoleurs et auto-constructeurs. Les plus gros acteurs du bâtiment seront bien sûr les bienvenus mais seront plutôt la cible de prestataires de valorisation directe, notamment via la plate-forme pour professionnels prévue par Alp'Services.

CARACTÈRE INNOVANT ET NIVEAU DE REPRODUCTIBILITE ET DE TRANSFERABILITE A D'AUTRES TERRITOIRES OU D'AUTRES ACTEURS

Aucune structure de réemploi à ce jour n'a mis en place en Région Sud de filière de réemploi de ces déchets, qui ne sont pas économiquement exploitables dans le cadre de l'économie dite de marché, mais représentent des gisements et des débouchés importants. Cela répond à des besoins de réemploi que les commerces spécialisés ne peuvent pas combler : accessibilité, petits volumes, matériaux anciens...

De plus, si de grosses collectivités urbaines ont pu se lancer dans des expérimentations, le sujet reste neuf en territoire rural et en montagne, caractéristiques communes à une grande partie de notre Région. Le modèle pourrait être parfaitement transférable par d'autres structures porteuses de Ressourceries (actuellement 22 en Région Sud, en développement constant) et autres structures du réemploi non labellisées Ressourceries (Emmaüs, associations locales, etc) ou sous forme de société d'économie mixte (SEM) par les collectivités territoriales.

MOYENS HUMAINS ET MATÉRIELS MIS EN ŒUVRE

Moyens humains :

Notre association dispose de plus de 50 salariés dont 15 salariés permanents en CDI, connaissant parfaitement le territoire et ses acteurs. À ces personnes s'ajoutent des adhérents bénévoles, parmi lesquels 6 administrateurs, pleinement impliqués dans le cadre de ce développement d'une nouvelle activité au service du territoire.

Participeront à ce projet :

- *la coordinatrice de la Ressourcerie* : Elle sera en charge de la coordination et du pilotage technique et organisationnel du projet, en lien avec la direction. Elle capitalisera toutes les données et informations recueillies par les autres salariés impliqués, assurera l'évaluation continue et la coordination interne du projet ;

- *les 3 encadrants de la Ressourcerie* et ponctuellement de notre autre chantier d'insertion « valorisation des territoires de Montagne » (VTM) pour la partie déconstruction. Ils formeront et encadreront les équipes de salariés polyvalents dans les missions qui leur seront dévolues ;



- *les salariés polyvalents de la Ressourcerie ou du chantier VTM*

dans la phase étude : test de terrain d'une opération de déconstruction, enquêtes en déchetterie pour l'évaluation quantitative et qualitative des gisements et de leur potentiel de réemploi ; dans la phase de mise en œuvre expérimentale : l'accueil des clients et donateurs 3 jours par semaine, la manutention et le stockage, la vente et si opportun les collectes et livraisons ;

– *la directrice, la responsable de l'activité insertion et la responsable administration et finances* : La directrice supervisera l'ensemble du projet et assurera le développement des partenariats spécifiques avec les collectivités territoriales, les acteurs institutionnels et financiers. La responsable de l'activité insertion assurera les liens avec les partenaires de l'insertion (Directe, Département...) et participera à la préfiguration du modèle socio-économique. La responsable administration et finances apportera les éléments financiers et estimations nécessaires à la préfiguration du modèle socio-économique et à la conformité réglementaire du projet (droit du travail, structuration juridique de cette nouvelle activité...)

– *la chargée de mission développement durable / accompagnement du territoire*

Elle aura pour mission l'animation de terrain du dialogue avec les acteurs : organisation et animation de réunions participatives rassemblant des acteurs représentatifs de la future filière (artisans, entrepreneurs, citoyens engagés, associations et collectivités pouvant contribuer au projet...). Après deux expériences réussies en matière d'accompagnement à la réduction des déchets d'entreprises du territoire, elle a les compétences permettant, tout au long du projet, de lever les freins comportementaux et de susciter l'engagement des professionnels vers des pratiques de tri à la source et des réflexes de réemploi.

Moyens matériels :

- Pour la phase test de déconstruction : outillage et matériel de manutention, transport
- Pour la phase d'expérimentation de vente et commercialisation :
 - Locaux abrités, matériel rayonnage, matériel de manutention
 - Un camion dédié devra être acheté pour la phase d'expérimentation
- Les véhicules de l'association seront utilisés pour la réalisation des enquêtes, des tests de déconstruction.



Calendrier prévisionnel

Calendrier sujet à décalage selon date de confirmation des co-financements publics

Juillet à Octobre 2019 : Construction des partenariats opérationnels et des mutualisations

- Consolidation du diagnostic du territoire (acteurs, filières mises en place).
- Rencontre des différents acteurs, constitution d'un comité technique.
- Mise en place d'outils de traçabilité des matériaux autant pour le suivi de nos activités que pour la réglementation en vigueur qui l'impose.
- Conception et test d'outils de diagnostic de chantiers.
- Choix des types de chantiers d'interventions (réhabilitation, déconstruction).
- Choix des matériaux potentiellement réemployables - Choix des matériaux potentiellement recyclables par massification (partenariats avec des fournisseurs concernés par la Responsabilité élargie du détenteur RED).

Novembre 2019 à début 2020 : Mise en place de la logistique (lieux, matériels)

- Animation de temps de travail / rencontres artisans et bricoleurs/recycleurs (plateforme échange, mutualisation commande, stock...).
- Recherche de locaux en fonction de la surface nécessaire estimée.
- Évaluation des Ressources Humaines nécessaires et des différents nouveaux métiers concernés par l'activité.
- Matériel technique et logistique.
- Assurance, contrôles réglementaires, montage administratif interne et externe.

Printemps 2020 à fin juin 2021 : Mise en application pour un an

- Ouverture du site d'expérimentation : collecte, réception des apports, tri et valorisation en vue du réemploi, vente.
- Suivi technique et administratif, évaluation et ajustement d'améliorations organisationnelles en continu, analyse de la viabilité de la pérennisation de l'activité.

Les partenaires et leurs engagements réciproques

Qui s'engage à quoi pour quand ?	À date, cet engagement est-il acquis ? en discussion ? à discuter ?	Prochaine étape / action à entreprendre
Communauté de communes du Briançonnais (CCB) et du Pays des Ecrins (CPE) et les communes du territoire (services déchets, service développement économique, services techniques, Syndicat Mixte de traitement des Ordures Ménagères du Guillestrois Argentierois).	Rôle d'information et de sensibilisation auprès des citoyens et des entreprises. L'enjeu d'organisation du réemploi et de la valorisation des déchets du bâtiment est clairement identifié dans leurs stratégies respectives.	Juillet à octobre 2019	En discussion	c'est la première phase du projet, à l'obtention des financements sollicités. (in)formation des agents territoriaux des déchetteries et services techniques pour qu'ils renvoient le gisement sur la nouvelle filière
Fédération et réseaux d'artisans du BTP (CAPEB, FBTP ...) chambres consulaires (CMA, CCI)	Mobilisation de professionnels pour assurer la pertinence des données d'entrée de la phase d'étude, information des entreprises, relais de sensibilisation soutien à la massification pour permettre la mise en place de nouvelles filières de recyclage	Juillet à octobre 2019	A discuter	c'est la première phase du projet, à l'obtention des financements sollicités. Mobilisation, organisation de réunions participatives locales
Porteur de projet de déchetterie professionnelle (sur la CCB)	Mise à disposition des gisements triés à la source en amont de leur valorisation en déchetterie professionnelle, mutualisation des moyens techniques et logistiques, vecteur de sensibilisation des entreprises du BTP et des communes qui sont leurs partenaires sur tous les chantiers du territoire. Le groupe Allamano intervient dans le	Automne 2019/début 2020	Acquis sur le principe (reste à définir dans le détail et formaliser)	Définir l'étendue du partenariat, en particulier les modalités de captage des gisements. Former/informer les techniciens de l'entreprise, développer des outils de communication pour que les producteurs du gisement jouent le jeu.



	terrassement, le gros œuvre, la location de bennes de chantier, le concassage et la valorisation de gravats inertes issus de chantiers, et est porteur d'un projet de déchetterie à destination des professionnels du BTP à travers sa filiale Alpe Services			
Acteurs du réemploi et autres structures spécialisées dans le réemploi des matériaux et restes de chantier (CC Serre-Ponçon, services de l'Ademe, fédérations régionales et nationales ...)	Partage d'expérience, benchmark, mutualisation des outils et des pratiques ...	Au fil des rencontres de réseaux (collectif 05, association régionale des ressourceries...)	Acquis	
Services de l'Etat dont la Direccte, le commissaire aux comptes, un cabinet d'expertise comptable	Apport de données et expertise sur le modèle économique et le cadre d'emploi	2019	A discuter	

Budget prévisionnel

Montant total : 141 570€

Description des coûts :

- Dépenses d'investissement (Camion, chariot élévateur, transpalette, gros rayonnage, matériel de pesée, informatique, divers) : **27 200€**
- Dépenses de fonctionnement : **114 370€**
 - Dépenses internes de fonctionnement (frais de personnel, de déplacement et généraux de la structure).
 - Dépenses externes d'achat (achat de matériel, d'équipements, de travaux et de prestation d'étude et d'accompagnement).

Plan de financement prévisionnel :

Financier	Fonds, enveloppe ou budget mobilisé	2019	2020	2021	total
Région SUD/ADEME investissement + fonctionnement	Filidéchet 2019	0 + 12 800	21 760 + 25 600	0 + 12 796	21 760 + 51 196 = 72 956 €
DIRECCTE Provence Alpes Côte d'Azur	Aide au poste CDDI	1 000	16 000	13 300	30 300 €
CCPE	Marché public		10 000		10 000 €
Financements privés			5 000		5 000 €
Fonds propres		5 314	6 000		11 314 €
Recettes générées			6 000	6 000	12 000 €



Objectifs et évaluation

Libellé indicateur	Source/modalités de calcul	Référence 2018	Objectif 2021-2022
Gisement capté	Tonnage déchets / restes de chantier collectés ou apportés par les producteurs	9 tonnes	30 tonnes par an
Nombre de création d'emplois locaux	Nb d'ETP consacré à l'activité	0	Minimum 1 ETP en CDDI
Nombre d'heures de formation spécifiques aux métiers créés	Formations PRAP et SST suivies, CACES obtenus	Prap + SST = 28h/salarié pas de CACES	PRAP + SST + CACES pour au moins 3 personnes par an
Tonnage réemployé / réutilisé	Différence entre tonnage capté et tonnage remis en déchetterie pour recyclage ou ultimes	À mettre en place	À définir dans l'étude – action menée en 2019/2020
Nb de ventes réalisées et / ou CA réalisé		5 800 euros	20.000 euros par an (à affiner selon modèle économique)